



**DECISION N° 082/2022/ARMP/CRD DU 10 AOUT 2022  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN  
COMMISSION LITIGES SUR LA SAISINE DES MANUFACTURES SENEGALAISES  
DES ARTS DECORATIFS SOLlicitANT L'AUTORISATION DE FAIRE  
IMMATRICULER LES LOTS DU MARCHÉ RELATIF AUX TRAVAUX DE  
REHABILITATION ET EQUIPEMENTS DES BATIMENTS DES MANUFACTURES  
SENEGALAISES DES ARTS DECORATIFS DE THIES SUITE A L'AVIS  
DEFAVORABLE DU SERVICE REGIONAL DES MARCHES PUBLICS DE THIES  
(SRMPPT).**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES,**

VU la loi n°2022-07 du 19 Avril 2022 modifiant la loi n°65-51 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, notamment en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU la lettre du 22 juillet 2022 des Manufactures sénégalaises des Arts décoratifs ;

Monsieur Baye Samba DIOP, Directeur de la Réglementation et des Affaires juridiques, entendu en son rapport ;

En présence de monsieur Mamadou DIA, Président, de madame Aïssé Gassama TALL, messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision ;

Par lettre du 03 août 2022, reçue et enregistrée le même jour au bureau du courrier de l'ARMP sous le numéro 2133, le Directeur General de l'établissement public les Manufactures Sénégalaises des Arts Décoratifs a saisi le CRD pour obtenir l'autorisation de faire immatriculer les marchés issus de l'appel d'offres relatif aux travaux de réhabilitation et d'équipements des bâtiments des Manufactures sénégalaises des Arts décoratif de Thiès, suite à l'avis défavorable du Service régional des Marchés publics, Pôle de Thiès (SRMPPT).

### **SUR LA RECEVABILITE DU RECOURS**

Considérant que la saisine du CRD par l'établissement public les Manufactures Sénégalaises des Arts Décoratifs fait suite à l'avis négatif rendu par le SRMPPT par lettre n°0000811/MFB/DCMP/SRMPPT/MG du 28 juillet 2022 ;

Considérant que le décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP, en son article 22, donne compétence à la Commission Litiges du Comité de Règlement des Différends pour statuer sur les saisines relatives aux litiges opposant les organes de l'Administration intervenant dans le cadre de la procédure de passation ou d'exécution des marchés publics et délégations de service public ;

Considérant que le présent litige oppose l'établissement public les Manufactures Sénégalaises des Arts Décoratifs, en sa qualité d'autorité contractante au SRMPPT, service de la DCMP organe chargé du contrôle a priori de la passation des marchés publics ;

Considérant que le Code des Marchés publics ne fixe pas, dans ce cas de figure, un délai de saisine du CRD ;

Qu'il y a lieu de déclarer la saisine de l'établissement public les Manufactures Sénégalaises des Arts Décoratifs recevable, par application de l'article 22 du décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

### **LES FAITS**

Par courrier du 26 juillet 2022, l'établissement public les Manufactures Sénégalaises des Arts Décoratifs a saisi le SRMPPT de Thiès, aux fins d'immatriculation du marché susvisé allotie ainsi qu'il suit :

- lot 1 (Porche d'Entrée);
- lot 2 (Hôtel Culturel);
- lot 3 (Sunumakan);
- lot 4 (Atelier de céramique) ;
- lot 5 (Atelier de cartonnage).

PO03-EN07 – 01





Au terme de l'évaluation des offres, l'attribution a été effectuée et lesdits marchés ont été conclus avec les entreprises suivantes :

- lot 1 (Porche d'Entrée) : ENTREPRISE DES GRANDS TRAVAUX (EGT SARL) pour un montant de treize millions cent quarante – deux mille trois cent quinze (13 142 315) F CFA TTC ;
- lot 2 (Hôtel Culturel) : ENTREPRISE DES GRANDS TRAVAUX (EGT SARL) pour un montant de soixante – dix – huit millions cinq cent onze mille cinq cent trente - deux (78 511 532) FCFA TTC ;
- lot 3 (Sunumakan) : EGPSCE SARL, pour un montant de cent cinquante millions trois cent neuf mille cent quarante – huit (150 309 148) F CFA ;
- lot 4 (Atelier de céramique) : TERNACO SUARL, pour un montant de neuf millions six cent mille quatre cent soixante - cinq (9 600 465) FCFA TTC ;
- lot 5 (Atelier de cartonnage) : OCEANS ENTREPRISE, pour un montant de douze millions huit cent trente – huit mille trois cent trente-neuf ( 12 838339) FCFA TTC.

Par la suite, l'autorité contractante a transmis lesdits contrats au SRMPPT pour immatriculation et s'est heurté à l'avis défavorable de l'organe de contrôle à priori au motif que le marché n'a pas fait l'objet de revue.

Devant le refus d'immatriculation desdits marchés, l'établissement public les Manufactures Sénégalaises des Arts Décoratifs a saisi le CRD.

### **SUR LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS**

A l'appui de sa demande, l'autorité contractante soutient que suite au marché relatif aux travaux de réhabilitation et équipement des bâtiments inscrit sur le Plan de Passation des Marchés publics, un montant de Trois cent Millions (300 000 000) FCFA a été initialement prévu.

Elle souligne que c'est à la suite du dépôt des contrats des marchés pour immatriculation que le SRMP/PT lui a demandé de saisir l'ARMP pour la conduite à tenir par rapport au montant initial qui a subi une baisse suite à la reprise des engagements de 2021 sur les crédits de 2022 et sur le DAO qui n'a pas été transmis pour revue.

Elle précise qu'aucune modification n'a été apportée sur le PPM jusqu'à cette date malgré la diminution des crédits qui n'atteignent plus le seuil de contrôle à priori de la DCMP.

En définitive, l'établissement public les Manufactures Sénégalaises des Arts Décoratifs sollicite du Comité de Règlement des Différends l'autorisation de faire immatriculer les lots du marché susvisé par le SRMP/PT au vu de la nécessité d'entreprendre ces travaux portant sur des projets structurants qui impacteront surement sur la rentabilité de leur entreprise.

## **SUR LES MOTIFS DONNES PAR LE SRMPPT DE THIES**

Pour motiver son refus d'immatriculer, le Service régional des Marchés publics de Thiès (SRMPPT) soutient que le marché, objet de la saisine, n'a pas été soumis, pour revue, alors que le montant inscrit sur le Plan de Passation des Marchés publics publié et reporté au tableau du rapport des offres étant de Trois cent millions (300 000 000) FCFA a atteint le seuil de contrôle a priori de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

A cet effet, il rappelle que selon les dispositions de l'article premier (a) de l'arrêté n°106/MEFP du 07 janvier 2015 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de marchés pris en application de l'article 141 du Code des Marchés publics, les seuils d'examen préalable par l'organe chargé du contrôle des Marchés publics des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation, visés à l'article 141 du Code des Marchés, sont fixés comme suit :

- a. Pour l'État (...) ainsi que pour les établissements publics :
  - marchés de travaux : 300 000 000 F CFA ;
  - marchés de fournitures : 200 000 000 F CFA ;
  - marchés de services et prestations intellectuelles : 150 000 000 F CFA.

Ainsi, le Service régional des Marchés publics estime que ledit marché doit être transmis pour revue, à toutes les étapes de la procédure.

Au regard de ce qui précède, le Service régional des Marchés publics Pôle de Thiès (SRMPPT) déclare ne pas pouvoir procéder à l'immatriculation des marchés susvisés et demande au requérant de saisir le Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, pour avis.

## **SUR L'OBJET DU LITIGE**

Il ressort des motifs ci-dessus développés que la saisine porte sur une demande d'autorisation d'immatriculation du marché relatif aux travaux de réhabilitation et équipement des bâtiments de Manufactures Sénégalaises des Arts Décoratifs, suite au refus du Service régional des Marchés publics Pôle de Thiès.

## **EXAMEN DE LA DEMANDE**

Considérant que l'article 86 du Code des Marchés publics dispose que les marchés régulièrement conclus, y compris ceux passés par demandes de renseignements et de prix à compétition ouverte, sont transmis à la Direction chargée du contrôle des marchés publics pour immatriculation avant leur notification à l'attributaire par l'autorité contractante ;

Considérant que l'article premier de l'arrêté n° 00106/MEFP du 07 janvier 2015 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de marché, les marchés de fournitures des établissements publics d'un montant égal ou supérieur à 200 millions FCFA doivent faire l'objet, avant leurs lancements, d'un contrôle a priori ;

Considérant que selon les dispositions de l'article premier (a) de l'arrêté n°106/MEFP du 07 janvier 2015 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de marché pris en application de l'article 141 du Code des Marchés publics « les seuils d'examen préalable

PO03-EN07 – 01





par l'organe chargé du contrôle des Marchés publics des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation, visés à l'article 141 du Code des Marchés, sont fixés comme suit :

- b. Pour l'État (...) ainsi que pour les établissements publics :
- marchés de travaux : 300 000 000 F CFA ;
  - marchés de fournitures : 200 000 000 F CFA ;
  - marchés de services et prestations intellectuelles : 150 000 000 F CFA.

Considérant que l'examen du dossier révèle que le marché, objet de la saisine, a atteint le seuil de revue prescrit par l'arrêté précité ;

Qu'en application de celle-ci, l'autorité contractante aurait dû soumettre toutes les étapes de procédure au contrôle à priori SRMPPT ;

Que ne l'ayant pas fait, elle a commis un manquement à la réglementation ;

Que c'est donc à bon droit que le Service régional des Marchés publics a opposé son refus d'immatriculation ;

Considérant toutefois, qu'il ressort de l'instruction que l'autorité contractante a produit une attestation d'existence de crédit de deux cent cinquante millions (250 000 000) CFA ;

Que le montant des crédits disponibles et celui attribué n'atteignent pas le seuil de revue a priori ;

Considérant, toutefois, que la relance dudit marché pourrait porter entraver l'atteinte des objectifs de performance de l'autorité contractante ;

Que, dès lors, il y a lieu d'autoriser à l'organe chargé du contrôle a priori de procéder à l'immatriculation du marché litigieux, sous réserve de vérification du dossier pour s'assurer de la régularité de la procédure ;

### **PAR CES MOTIFS**

- 1) Déclare recevable la demande des Manufactures sénégalaises des Arts décoratifs ;
- 2) Constate que le budget estimatif du marché au moment de la publication du PPM est de Trois cent millions (300 000 000) F CFA ;
- 3) Dit que le marché a atteint le seuil de revu prévu par l'article 2 de l'arrêté n° 000106 du 07 janvier 2015 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de marché ;
- 4) Constate que l'autorité contractante n'a pas soumis les différents lots du marché pour revue ;
- 5) Constate que l'établissement de service public les Manufactures sénégalaises des Arts décoratifs n'a pas respecté les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 000106 du 07 janvier 2015 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de marché ;
- 6) Dit que c'est à bon droit que la DCMP a opposé son refus d'immatriculation ;

7) Constate toutefois, que l'autorité contractante a produit une attestation de ligne de crédit de deux cent cinquante millions (250 000 000) CFA ;

8) Dit que le montant des crédits disponibles et celui attribué n'atteignent pas le seuil de revue a priori ;

9) Autorise, en conséquence, à l'organe chargé du contrôle a priori de procéder à l'immatriculation des marchés issus de l'appel d'offres relatif aux travaux de réhabilitation et d'équipements des bâtiments des Manufactures sénégalaises des Arts décoratifs de Thiès, sous réserve de vérification du dossier pour s'assurer de la régularité de la procédure ;

8) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier aux Manufactures sénégalaises des Arts décoratifs et au Service régional des Marchés publics Pôle de Thiès (SRMPPT), la présente décision qui sera publiée sur le portail officiel des Marchés publics.

**Le Président**

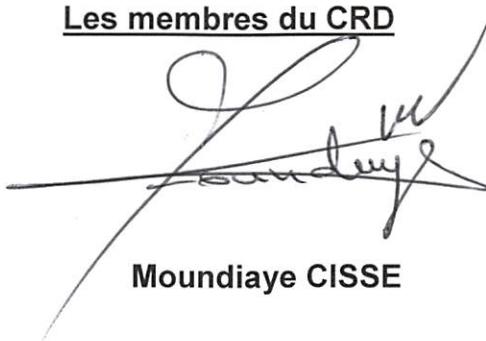


**Mamadou DIA**

**Les membres du CRD**



**Aïssé Gassama TALL**



**Moundiaye CISSE**



**Mbareck DIOP**

**Le Directeur Général,  
Rapporteur**

**Saër NIANG**



PO03-EN07 – 01

